

ses efforts, elle a réussi à obtenir l'appui de nombreux pays non communistes et, dans une bonne mesure, celui des membres du Mouvement des non-alignés.

Sur d'autres questions, les membres de l'ANASE ont agi collectivement dans des instances internationales comme la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, le Groupe des 77, les groupes Nord-Sud et divers groupements de producteurs de matières premières; l'intérêt pour ces groupements vient de ce que les membres de l'ANASE sont d'importants producteurs de caoutchouc, de bois durs, d'étain, de sucre et de café.

L'ANASE a coordonné ses relations internationales avec un certain nombre de pays au moyen d'un "Dialogue" qui suppose des consultations périodiques, tant bilatérales que multilatérales, ainsi qu'une contribution des partenaires au développement de la région. À l'heure actuelle, on compte six partenaires du "Dialogue": ce sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la CEE, les États-Unis et le Canada.

Bien que les économies de l'ANASE soient concurrentielles plutôt que complémentaires, la détermination politique croissante de l'ANASE laisse nettement entrevoir la possibilité d'un resserrement de la coopération économique sur le long terme. On a déjà créé des clubs industriels pour harmoniser certaines normes (ciment) ou pour élaborer des arrangements de partage de la production (pièces d'automobiles). Des projets industriels appelant la participation financière de tous les gouvernements de l'ANASE sont en voie de réalisation. Se poursuit également la préparation de plans de complémentarité industrielle, dont certains prévoyant la coopération des gouvernements (par exemple, par l'octroi de taux de droits préférentiels).